

PLUTÔT ROMPRE QUE PLIER

2001 en Kabylie : les assemblées villageoises contre l'État

« Deg wayen i cnan wid i iy izwaren
Ar assa tidet teffer
Cbaha bb win t yedyayen
Laz yeqqim i emesdurar
Imesdurar n twayit
Tawayit tezzi yasen
Ala nettat i ten ihemmlen

Themmel iten i tmettant
Tmettaten yef wayen ur tetten
Akw d wid ara ten iccen

Sawalen asen d ad nyen
Tinekkriwen g yemyiden
Iyallen m'ara buren
Awi d w'ara ten yayen
Anwa i d amesdrar assa
tesserwa tmurt is ?

Assagi:
Tayat is t-tcabcaqt n uyefki
Asyar is t taqereet n lgaz
Tibhirt is d ssuq
Awi d kan tadrimt
Anidat ?

Tadrimt trebba aqacuc
Di temdinin f izuyar
Izuyar sufella idurar

Sayasen t id iyallen
Tetten t ala at ieebbad
Widak nni yitetten
Kkret a nedduklet fellas
A nefrut bb waggaraney
Ddunit a tbedddel llsas
Ad yali yitij nney »

« De tout ce qu'ont chanté nos
prédécesseurs,
La vérité reste encore à dire,
La beauté est le lot des pierres,
La faim est celui des montagnards.

Les montagnards de malheur
Le malheur les entoure
Et n'ont que lui pour les aimer
Il les aime pour la mort;
Mourir pour les causes d'autrui,
Celles des exploiters
Ils leur font appel
Pour briser les soulèvements
Les bras inoccupés
Ne demandent qu'acquéreur.
(...)

Quel est aujourd'hui le paysan
Qui se suffit à lui-même ?
Le dernier d'entre-deux a aujourd'hui
Pour bois une bouteille de gaz
Pour chèvre, une boîte de lait
Pour potager le souk
Pourvu qu'il y ait l'argent
L'argent...

L'argent s'entasse là-bas
Dans les villes bâties sur les plaines
Planes au-dessus des montagnes

Nos luttes intestines doivent disparaître,
Voyons plutôt leur instigateur
Unissons-nous contre lui,
Et la paix sera,
Le monde changera de base,
Notre soleil resplendira »



Avril 2021

Cette brochure vous est proposée par le Groupe Révolutionnaire Charlatan

Retrouvez-nous sur Twitter : @GRCpaname

Contactez-nous par mail : contact_grc@protonmail.com



Cette brochure vous est proposée par le Groupe Révolutionnaire Charlatan

Retrouvez-nous sur Twitter : @GRCpaname

Contactez-nous par mail : contact_grc@protonmail.com



« Même si elle devait s'arrêter là, l'insurrection algérienne aurait déjà beaucoup fait : dans des conditions très dures, elle est parvenue à accomplir pour la liberté ce que n'arrivent même pas à imaginer les habitants de la démocratie marchande, alors qu'ils doivent perdre une à une leurs illusions de sécurité. Ses limites ou ses défauts ne sont pas ce qu'en ont dit ceux à qui leur idéologie (en général banalement étatiste) interdisait d'adopter le point de vue des insurgés eux-mêmes, et donc de se représenter les circonstances dans lesquelles ils se trouvaient et les problèmes qu'ils affrontaient. En revanche, pour qui ne prétend pas juger ce mouvement au nom de principes particuliers ou d'intérêts distincts des siens, mais le défendre au nom de ce qu'il a fait de meilleur et de ce à quoi le mènent ses propres principes, un certain nombre d'inconséquences, d'illusions ou de naïvetés constituent des faiblesses bien réelles. »

*Jaime Semprun, 2001, « Apologie pour l'insurrection algérienne »,
Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances¹*

Nous tenons à remercier Hakim Djerroud, qui nous a autorisé.es à utiliser ses très bons clichés pour illustrer cette brochure. Le combat continue.

¹ Texte diffusé sous forme de brochure en novembre 2006 par « Les schizoïdes associés », disponible sur le site infokiosques.net (<https://infokiosques.net/spip.php?article376>)

Mémoire d'une expérience d'autogestion offensive : le vingtième anniversaire du tafsut taberkant² de 2001-2002

Le 21 avril marquera les vingt ans du déclenchement du mouvement citoyen des aârch³. Les coordinations régionales, organisées en assemblées populaires, avaient alors mis à mal le pouvoir de l'État sur son propre territoire en lui supplantant des formes d'autogouvernement populaire fondées sur la démocratie directe. Pendant plus d'un an, les émeutiers et militants ainsi organisés en Kabylie parvinrent à obtenir le retrait des forces de gendarmerie et de l'armée, constamment visées et harcelées par les locaux. Chaque 20 avril, à la volonté des franges les plus radicales des comités de l'époque, des barricades poussent en Kabylie, on transgresse les checkpoints, on nargue les gendarmes et les militaires.

Célébrer et se remémorer les événements du printemps et de l'été 2001 en Kabylie est un acte politique d'envergure, qui revient à faire le choix d'une mémoire révolutionnaire pour toutes les luttes en cours sur place. L'antagonisme entre l'État et le peuple a été, sans doute pour la énième fois dans l'histoire de l'Algérie coloniale et indépendante, posé dans une langue simple et claire par l'effervescence de 2001. En ce début de millénaire, une classe « laborieuse » (dans laquelle on comprend autant la paysannerie kabyle vivant principalement de la rente migratoire et de l'agriculture de subsistance que les chômeurs, ouvriers, employés des villes et toute la jeunesse des laissés-pour-compte) s'est immédiatement identifiée à elle-même comme classe dangereuse en déclarant une guerre ouverte au pouvoir central réincarné dans l'élite bourgeoise et militaire algérienne post-indépendance. Elle s'est alors organisée en Kabylie, pour la première fois depuis la révolte de 1871 contre l'autorité coloniale, en comités de décision et d'action autonomes. Ces comités reprenaient les fondements de la politique villageoise kabyle et assuraient l'organisation d'un pouvoir local basé sur la démocratie directe. Les comités étaient ainsi des lieux de décisions et de débats politiques dont l'objectif était le départ des forces de gendarmerie et des forces militaires des zones qu'ils régissaient. Les objectifs du mouvement ont été rapidement et clairement posés dans tous ses déploiements et prises de décision sur lui-même et sur son avenir : le départ et la destruction de toutes les « manifestations matérielles de l'État » des territoires autogérés, c'est-à-dire le triomphe par l'action directe de la démocratie sur toutes les formes de représentativité, faisant des assemblées le seul pouvoir légitime sur place.

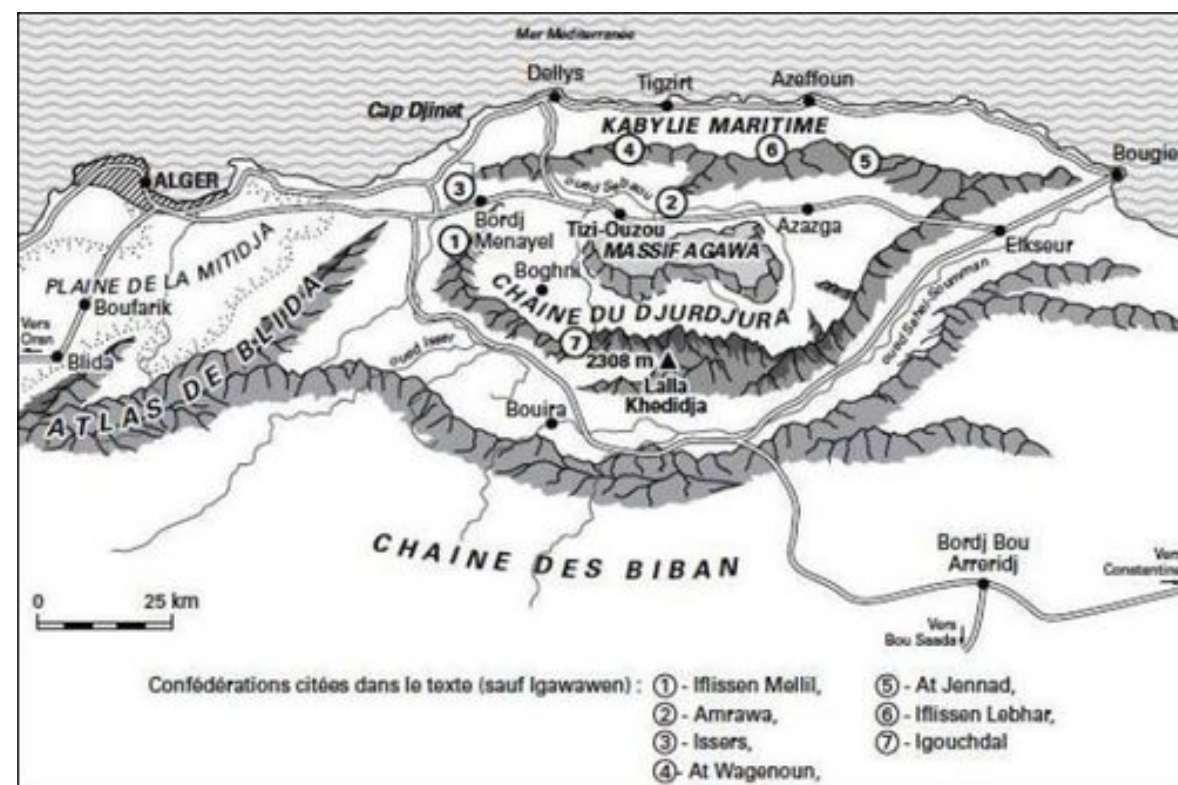
Les anniversaires ne manquent pas cette année, et leur désordre apparent ne saurait cacher le lien qu'ils déclarent entre horizontalité radicale, lutte contre l'État et prise de pouvoir effective. La gauche radicale et quelques éléments récupérateurs issue la gauche institutionnelle commémorent ainsi depuis mars la victoire temporaire des communes et communards sur le gouvernement versaillais qui imposèrent, en plein Paris, l'autogestion populaire de tous les aspects de la vie sociale. Cet été, des hommages seront sans doute rendus aux émeutiers du G8 de Gênes, réprimés dans le sang, torturés, arrêtés et harcelés par la justice bourgeoise italienne

² « Printemps noir » en kabyle, nom donné par les militants de 2001 à leur mouvement contre l'État algérien. L'appellation fait écho au printemps berbère de 1980, dont peu d'images et d'archives subsistent. Ce mouvement était parti des universités et avait fini par gagner l'ensemble de la Kabylie : le peuple revendiquait alors, le poing levé et la tête haute, la fin du délire d'État qui entendait interdire l'enseignement du tamazight à l'école et empêcher son usage dans « la sphère publique ». D'incroyables manifestations avaient alors opposé les Kabyles aux forces de l'ordre et aux matons de tous types envoyés par le gouvernement Chadli.

³ Il s'agit du nom donné aux coordinations locales de comités villageois. Historiquement, l'aârch désigne en territoire kabyle les confédérations tribales rassemblant les tajmâat (assemblées villageoises) d'une même région. Elles portent le nom d'un ancêtre commun, réel ou fictif.



Carte contemporaine de la Kabylie. Source : le Monde Diplomatique, 1994.



Carte des répartitions des confédérations tribales. Source : Socialgérie.

et son alliée française. Entre temps, nous décidons de passer outre le soutien métaphorique aux luttes des pays vivants sous la domination de l'impérialisme français. Nous surpassons les fables de l'internationalisme officiel des bureaucrates de tous bords pour redécouvrir une histoire enterrée sous deux décennies d'ignorance et de mémoire militante choisie, d'anticapitalisme hésitant et de désillusions sur les bienfaits du service public : le mouvement citoyen des aârch qu'il est urgent, à l'heure du Hirak, d'interpréter comme une offensive contre l'État sous toutes ses formes sociales et comme une victoire populaire sur la hogra.

L'Algérie contemporaine n'a jamais vu de soulèvement populaire complet, depuis désormais plus de 30 ans, que ceux des « laissés pour compte », des marginalisés de la vie active. À l'heure du travail fictif, les désormais partisans de la société du travail font planer son ombre partout comme celle d'une dictature larvée, ponctuée d'injonction quotidienne à mener une activité productive, à « gagner honnêtement sa vie » alors même que force est de constater sa disparition. De ces constatations, il apparaît que le chômeur est sans doute celui qui accuse le plus intensément la réalité de l'impasse capitaliste : la jeunesse algérienne n'a jamais connu d'amortisseur dans sa condamnation au néant pur.



Les militants kabyles affrontent les forces de police. Les lacrymos rencontrent les pierres des manifestants (les têtes des policiers aussi). Auteur.e inconnu.e.

Conclusion(s)

La lutte contre l'État, à laquelle aboutissent soit fortuitement soit consciemment les éléments révolutionnaires dans leurs chasses aux nuisances orchestrés par tout ordre bourgeois établi, ne peut qu'aboutir à son surpassement par de nouvelles formes sociales, à mettre en œuvre immédiatement. En Algérie, où il siège en cadavre, sa négation est chose facile à penser pour le mouvement révolutionnaire. À côté de la radicalité antiétatique des mouvements populaires confrontés à l'ustensilité radicale de l'État autant par les bourgeoisies et capitaux étrangers que par ceux qui le constituent, les mouvements sociaux des démocraties marchandes avancées ressemblent plus que jamais à des entreprises réformistes. Ils semblent ainsi incapables de voir plus loin, fussent-ils anticapitalistes, que ce que le capitalisme a produit en termes de rapports et de liens sociaux : les « défenseurs du service public » ne sont finalement, et c'est d'autant plus lisible à la lumière des expériences d'autogouvernement comme celle du Printemps Noir, que des nostalgiques d'une phase antérieure du capitalisme, celle qui préfigure la phase terminale actuelle dans la barbarie néo-libérale¹⁰. Les partisans de la sécurité du travail, nostalgiques du plein-emploi et de la prospérité consummatrice des Trente Glorieuses, ont de plus en plus de mal à créer un mouvement politique convaincant, qui ne soit pas révolutionnaire que par la métaphore ou la référence aux luttes passées du mouvement ouvrier. Incendier des banques et le siège des impôts ne peut avoir de sens que si on incendie aussi les casernes et le siège la sécurité sociale. Fanon disait, dans les *Damnés de la Terre*, que le colonisé était confronté à l'État par son action policière, sa brutalité le révélant directement et sans entourloupes à lui parce qu'il avait un message à lui faire parvenir urgemment : celui de ne pas bouger. Le métropolitain, quant à lui, voyait se dresser entre lui et l'État une armée de professeurs et de médiateurs de conscience : il croit toujours le discerner dans ses bonnes intentions froides, et est condamné à le connaître de moins en moins.

La digestion d'un mouvement populaire par ceux qui lui sont extérieurement « partisans » ne semble pouvoir faire son lit que sur le surpassement de la violence créatrice qui lui est constitutive. Cette violence est dissoute dans une narration journalistique et sociologique qui croit reconnaître son devoir partisan dans une absolue des « travers » violents d'un peuple insurgé, calibrant toujours l'intensité et la légitimité cette violence sur son degré de collaboration avec l'Etat et sur la volonté de conservation des institutions de régulation et de contrôle social qu'il manifeste. La violence révolutionnaire, assortie de nouvelles formes d'organisation qui ne soumettent pas l'action révolutionnaire à la logique de la représentativité et au parlementarisme, ne fut que très peu été accueillie comme une des possibilités qu'un peuple asservi depuis un siècle et demi au moment des événements de 2001 met à sa disposition pour assurer sa survie (survie matérielle comme celle de sa langue dans le cas de la Kabylie). Nous mesurons aujourd'hui les promesses et l'espoir qu'incarnent de telles restructurations fondées sur l'horizontalité radicale dans la remise en cause de l'État et dans la création d'un pouvoir réellement populaire.

Ad nerrez wala ad neknu¹¹

¹⁰ On embrasse ici la réflexion d'Anselm Jappe qui résume les positions des critiques de la valeur.

¹¹ Vieil adage guerrier kabyle traduisible par « Plutôt rompre que plier »

L'aârch incarne une tradition antiétatique ancrée dans l'histoire du sous-continent nord-africain. On a disqualifié de toute part la formation des comités villageois en qualifiant sa démarche de « réactionnaire », de « traditionaliste » ou encore « de retour à la préhistoire ». Ces critiques ont fait le jeu de l'État algérien, et ont révélé l'amalgame généralisé à gauche (autant chez les réformistes que chez les éléments plus radicaux) entre État et modernité. La pratique d'un pouvoir local, fondée sur son horizontalité, a contribué à démystifier ses manifestations en révélant la maturation politique sur laquelle toute forme de conseilisme repose. Finalement, ce sont les capacités de nuisance et les capacités offensives des assemblées qu'elle a révélées en invoquant leur redécouverte dans une guerre ouverte contre l'État. À la déstructuration et à la perte de repères historiques et politiques engendrées par l'action d'un État qui se vit lui-même, depuis sa création, comme un article d'exportation, le peuple a répondu par la formation d'assemblées locales entendant prendre en charge tous les aspects de la vie locale. L'autogestion de la société toute entière par le peuple fait en soi office d'offensive organisée contre la bourgeoisie qui la gouverne et s'y incarne par le relais de l'institution policière et militaire. Les comités villageois auront tiré toutes les conséquences de l'arbitraire d'État. Partout où l'État existe, il se fait le relais de ce qui pèse sur la société comme une masse morte : capitaux étrangers, rentiers du pétrole, aristocratie militaire et autres saltimbanques de la politique officielle.

« Nous répondrons au néant par l'anéantissement de ses géniteurs »

Aucun slogan ou effet de langage ne décrit mieux que celui-ci, scandés par les premiers insurgés d'avril, la direction que le mouvement des aârch avait décidé pour lui-même dès les premiers affrontements de quartier qui ont opposé les jeunes kabyles, lasses des contrôles de police et des barrages intempestifs, avec les flics et les militaires. La violence populaire est coutumière à l'Algérie, et a marqué chaque séquence de la lutte des classes depuis 1962. Nous partageons les réflexions de Jaime Semprun, interprète partisan du mouvement des assemblées à son époque, quand il conclut que, finalement, les détonateurs comptent peu dans des mouvements aussi spontanément structurés. Les commentateurs de l'époque ont ainsi attribué le début du mouvement au lâche assassinat d'un jeune lycéen kabyle de Beni Douala par des gendarmes. Pour l'élite intellectuelle algérienne et française, cette démonstration de la hogra policière aurait réveillé quelque chose qui ne s'est jamais éteint dans la tête des couches populaires algériennes. Et plus encore (parce qu'historiquement fondée sur le sapement de l'organisation sociale traditionnelle), chez les paysans kabyles : la haine de la population pour la plus puissante et la plus nuisible manifestation de l'État dans leur vie, à savoir sa police.

Le caractère antiétatique du mouvement des aârchs, s'il paraît évident aux yeux de n'importe quel observateur lucide, n'a eu de cesse d'être bafoué et renié. Les tentatives d'explication et même de description des « événements de 2001 » ont toutes constitué des entreprises de simplification et de réduction à du connu. De nombreux médias français « favorables » à un mouvement qu'ils se contentaient de rattacher à ce qu'il semblait avoir de prévisible (nombreux assimilèrent la lutte des assemblées à un mouvement pour la refondation d'un service public algérien) et qu'ils peinaient à situer dans une ambiance générale plutôt qu'à l'attacher à une constellation de faits isolés, s'attachèrent ainsi à faire passer cette insurrection qui se revendiquait d'une défiance radicale vis-à-vis de l'État pour l'exact opposé de ce qu'elle a assumé être dès ses premières effusions. Ainsi a-t-on pu lire, par exemple, dans un article du quotidien de droite libérale *Les Échos*, paru en août 2001, que les militants des aârchs se revendiquaient finalement d'un républicanisme inspiré du modèle français (!), avant de placer son propre remaniement de l'histoire algérienne contemporaine (que l'auteur suppose être diamétralement opposée aux mensonges historiques sur lesquels se fonde l'État algérien) en donnant raison aux premières fables colonialistes sur les villages kabyles : « *la France n'a pas été vaincue militairement par l'ALN, mais politiquement par la résistance d'une population qui lui opposait les valeurs de 1789 et de la république.* »⁴.

L'histoire des comités populaires n'était pas encore scellée qu'on affabulait déjà sur leurs intentions. Finalement, ce sont les émeutiers, coordonnés par les comités revendiquant une intransigeance absolue vis-à-vis de l'État et mettant en œuvre l'abolition de la police et de l'armée en Kabylie, qui firent mieux que quiconque état de la nature réelle des événements de 2001. Ils ont prouvé que s'en prendre à un État qui assume (même à moitié) sa dimension militaire revenait dans les faits à s'en prendre à l'État en général, et, donc, à *tout type de pouvoir centralisé* : l'organisation spontanée du mouvement en comités, en faisant prévaloir la logique horizontale sur toute autre, en constitue la preuve absolue.

⁴ Torchon encore disponible sur le site des Échos, qui ne fait d'ailleurs pas tâche du tout entre tous les autres... [L'automne des généraux d'Alger | Les Echos](#)

Les Kabyles étaient sur le qui-vive ; pour ancienne que soit la remise en cause de la gendarmerie et de tout relais de l'État, elle reposait également sur les événements de la guerre civile, beaucoup plus proches dans le temps. Laissés en pâtures aux assassins illuminés du GIA, les paysans ont pris les armes pour défendre leurs villages. L'autodéfense populaire fut donc un aspect inaliénable et constitutif de l'autogestion kabyle qui trouva une expression politique plus qu'adéquate dans la reformation des comités de base.

Si les assemblées se constituèrent rapidement en contre-pouvoir en ravivant la culture de l'horizontalité radicale propre à la région, l'action directe contre l'État et ses médiateurs s'imposa comme une modalité collective pour parvenir à leurs fins. Par l'action directe, les insurgés franchirent le pas et dépassèrent la critique abstraite du « système » pour entamer sa destruction : l'émeute, coutumière aux pays où la lutte des classes n'a jamais été latente mais clairement investie dans tous les aspects du quotidien, fut dès le départ un des modes d'expression populaire adopté et coordonné par les manifestants de 2001. Ces fondements politiques clairement investis par les émeutiers dès les premières actions de destruction permettent de relativiser ce qu'en disent quelques rapporteurs auto-proclamés du mouvement, attachés à un pacifisme qui n'a jamais été le sujet dans un pays où l'apparition de l'État coïncide, à divers moments de son histoire depuis la colonisation, avec une entreprise de destruction massive et de destitution, d'humiliation, de spoliation et, finalement, d'exploitation.

Les premières émeutes et affrontements fixèrent ainsi le niveau d'une lutte prolongée, sans concession dans sa condamnation des responsables de la perte de sens généralisée et de l'oppression systématique menée par un pouvoir centralisateur dans le vide et que l'impunité policière et militaire ne faisaient qu'incarner au quotidien. Les premières émeutes, si elles firent de l'action directe et de l'intimidation des gendarmes une modalité de la reconquête par les habitants des quartiers et des villages de leur espace de vie, prirent également leur sens dans une remise en cause de l'ordre marchand qui n'est pas sans rappeler celle qui anima les émeutes de Los Angeles, une dizaine d'années en arrière. Quelques supermarchés et grandes surfaces furent ainsi prises d'assaut et caillassées par les insurgés chaouis, en avril à Khenchela. Le rejet de la consommation mis en œuvre par la destruction de marchandises échappa complètement à l'analyse des observateurs extérieurs, déterminés à ne lire dans cette nouvelle insurrection algérienne que les traits revendicatifs des contestations populaires « habituelles » : droit au travail et à la (sur)consommation, déjà acquis par le prolétariat nord-occidental. Encore une fois, une insurrection populaire n'est « recevable » aux yeux du réformiste, que si elle revêt le visage d'une lutte qui se positionne dans une situation de demande de vis-à-vis du pouvoir central dont elle dépend.

La plate-forme d'El-Kseur⁵, rédigée le 11 juin par les délégués élus des comités des wilayas de Tizi-Ouzou, de Béjaïa, Bouira, Sétif et Bordj-Bou Aredji, formula purement et simplement ce que mirent effectivement en œuvre les premiers émeutiers d'avril : le départ des forces de gendarmerie de toute la Kabylie, entrée en état de guerre⁶. Si la plate-forme semblait s'adresser au pouvoir en place, c'est en réalité l'action des manifestants et des comités (qui se répondent) qui se chargèrent de fixer les modalités d'une négociation qui n'en est pas une.

⁵ Dans la vallée de la Soummam. Lieu emblématique de la guerre d'indépendance puisque c'est là-bas que s'est déroulé le congrès de la Soummam en août 1956. La nature politique du mouvement révolutionnaire indépendantiste y avait alors été débattue, ses objectifs et ses principes clairement définis. Un des principes auquel les discussions de 56 avaient abouti sera d'ailleurs repris par les militants des comités : « *primauté de l'intérieur sur l'extérieur, du civil sur le militaire* » ; « *nous sommes l'intérieur, eux l'extérieur ; nous sommes le civil, eux le militaire.* »

⁶ La revendication figure dans le chapitre II du texte d'El-Kseur, et est unanimement reconnue par l'ensemble des comités comme un des objectifs principaux de leur mouvement.

Les partisans de la démocratie directe furent évincés de diverses façons (y compris par l'assassinat) à partir de 1949. Cette séquence préparatoire se termina en règlement de comptes, politique qui prospérera avant comme après l'indépendance.

La destruction de la base sociale kabyle et algérienne, celle de la démocratie directe, fut une entreprise conjointe des forces coloniales françaises et de l'élite du FLN qui aspirait, avant même la guerre d'indépendance, à remplacer une bourgeoisie de colons par une bourgeoisie de locaux et de rentiers. C'est en 1873 qu'une première coordination des tribus et assemblées kabyles vit le jour : elle servit à mener une offensive ciblée contre les forces de l'occupation d'alors, soit celles de l'État colonial français implantées difficilement sur place depuis 1858. L'histoire de la résistance au colonisateur est intimement liée à l'organisation et à l'action directe des comités de village, autant qu'à la militarisation de la résistance avec la création de l'ALN. Ce sont d'ailleurs ses combattants qui reprendront sans hésiter les armes en 1963 pour poursuivre leur entreprise de libération du territoire de tout pouvoir centralisé.

Jamais les assemblées ne remplirent le rôle de relais que l'administration française avait espéré leur prêter : elle ne put faire autrement que de créer sur place des postes de petits surveillants, à l'instar des caïds, calqués sur le modèle des serfs. Dès 1830, le pays est placé sur la tutelle du ministère de la Guerre, et sa « pacification » à coups de fusils et de campagnes militaires interminables est censée créer les conditions d'une implantation de la bourgeoisie métropolitaine : la campagne militaire, comme décrite par Marx à diverses étapes de la colonisation française de l'Afrique du Nord, est une condition préalable de l'élargissement de la propriété privée à l'ensemble du territoire. L'État ne sera jamais un mythe de lui-même en Algérie, une force qu'un pouvoir populaire pourrait penser réinvestir : il est synonyme et acteur de l'expropriation de masse, de massacres puis, finalement, d'arbitraire. Le salariat et la propriété privée ne peuvent s'implanter durablement et sous des formes toujours plus nocivement évolutives à une population qui entend privilégier les formes d'autogouvernement et la démocratie directe qu'impose la gestion populaire de ses affaires et des terres.

L'État algérien a voulu poursuivre ce que l'État colonial de la société algérienne avait initié en se dotant d'une administration transcendante et destructrice, et d'une politique de répression et de surveillance systématique des « indigènes » ; en bref faire du peuple une masse morte, vide de tout sens, de toute structuration, de conscience de lui-même, de regard sur son histoire et de culture politique.

Ce que nous enseignent les révolutionnaires du Chili, d'Algérie et du Liban dans leur façon de faire de la politique, c'est que tout mouvement révolutionnaire dans les pays de surpuissance de l'État doit savoir s'inspirer des territoires où l'État officie en masse morte. Le délabrement des infrastructures est le premier motif, parce que le plus évident, d'attaques ciblées puis d'un rejet généralisé de celles-ci, posant la nécessité d'établir un pouvoir populaire diffus sur l'ensemble du pays (face à l'impossibilité de leur conservation et de celle des cadres corrompus qui bénéficient de leur délabrement et, donc, de la restauration immédiate d'un pouvoir central qui répondrait, même artificiellement, à une crise sociale d'une telle ampleur). La lutte des classes transformée en idée abstraite par les marxistes officiels ou les universitaires de gauche doit redevenir à nos yeux ce qu'elle peut être en pratique : une bataille rangée primitive entre une classe qui pourchasse le néant de sa vie et une classe de grossiers policiers, d'entreponeurs de marchandises bas de gamme, de rentiers du pétrole, de colonels malfaisants, d'entrepreneurs qui mettent leurs enfants dans des lycées français et de cadres de partis.

Un retour historique sur la destruction d'État planifiée du système des assemblées villageoises en Kabylie en quelques dates clés est possible. Cette chronologie, que nous reprenons largement aux écrits de Marx sur les premiers temps de la conquête de l'Algérie, est une manière efficace de dégager un lien qu'on a souvent argué de façon métaphorique entre son fonctionnement et celui de l'État colonial de la société algérienne.

1863 : Le Sénat napoléonien vote le sénatus-consulte qui vise à « réorganiser » la propriété tribale, elle-même fondée sur la propriété communautaire des terres et des biens fonciers. En délimitant le territoire de possessions des tribus, l'État napoléonien entend introduire, progressivement, la propriété individuelle en Algérie. Le sénatus-consulte est un préambule à la spéculation sur les terrains agricoles qui interviendra plus tard, et la revente des terres tribales aux colons.

1871 : Des mutineries de soldats indigènes secouent l'armée coloniale. Les tribus kabyles profitent de la discorde et du climat insurrectionnel (sur place comme en métropole où la Commune de Paris a obtenu le retrait de l'État à Versailles) pour frapper. Les confédérations tribales lancent une révolte qui sera connue plus tard comme « la révolte des Mokranis ». Le rôle du Cheikh Mokrani, haut gradé de l'armée coloniale qui finira par mener la mutinerie des soldats indigènes, a été quelque peu exagéré par ailleurs. Les tribus font fonctionner les liens du système des assemblées pour coordonner des opérations militaires qui visent la libération du territoire. L'armée française reprend le dessus sur l'Est du pays, et lance une série de confiscations punitives des terres kabyles, finissant de désagréger le système de propriété communautaire. Une partie des mutins et des insurgés kabyles sont déportés dans les bagnes de Nouvelle-Calédonie. Une grande partie mourra d'ailleurs en mer.

1873 : Promulgation de la loi Warnier. Cette loi finalise le sénatus-consulte de 1863 et *« cherche à atteindre la francisation de la terre musulmane et la délivrance aux indigènes après enquête de titres de propriété. On constate la propriété individuelle là où elle existe ; on la constitue dans les territoires de propriété collective par des procédures d'enquête générale s'appliquant à tout un douar ou à toute une tribu. »*⁹ Et la boucle est bouclée...

L'introduction de la propriété privée ne put se faire sans le reniement du mode d'organisation sociale horizontal et démocratique ancestral des villages kabyles. La possibilité de l'horizontalité révolutionnaire comme base sociale sera finalement définitivement éradiquée par les cadres bureaucrates du FLN dès les débuts de l'Étoile nord-africaine et jusqu'à la veille de l'insurrection armée de 1954. À l'État colonial français succèdera (non sans escarmouches) un État rentier formé de pseudo révolutionnaires exilés, de colonels maladroits et de quelques petits bourgeois opportunistes. Les franges « berbéristes » de l'Etoile nord-africaine furent finalement chassées de l'organisation de la résistance, après une purge sanglante. Jusqu'au bout, les cadres du FLN étouffèrent le débat sur l'organisation sociale et politique à laquelle la révolution devait aboutir. La qualité révolutionnaire d'une lutte réellement anticoloniale ne fut jamais clairement discutée. On supposa qu'elle était simplement conditionnée à la mise en œuvre d'une organisation militarisée de la résistance, qui réduisait son projet révolutionnaire à des illusions nationalistes et qui faisait de la conservation de l'intégrité territoriale héritée de la bureaucratie coloniale un de ses buts profonds.

⁹ Augustin Bernard, 1930, *Histoire des Colonies Françaises et de l'Expansion de la France dans le Monde*, Tome II : l'Algérie, Livre III : « L'Algérie de 1848 à 1890. Les utopies et la stagnation »

Les émeutes du printemps se poursuivront jusqu'en mars de l'année suivante et marqueront de nouveaux cycles d'insurrection bien après. Dès le départ, leur cible fut déterminée dans tout ce qui rappelle le pouvoir de l'Etat et tout agent responsable, d'une manière ou d'une autre, de maintenir l'ordre (social, politique puis rapidement économique). Les premiers manifestants s'en prennent alors à l'État et à ses représentants en faisant montre d'une capacité de nuisance incroyable. En Kabylie, puis à Khenchela dès la mi-juin, on incendie à tour de bras des casernes qu'on prive aussi de tout ravitaillement, obligeant les gendarmes à fuir, ou à piller pour s'alimenter. À Azazga, en plein centre de la Kabylie, la caserne prise d'assaut par les émeutiers fut ainsi à tel point malmenée par le feu des cocktails molotov et les coups de marteau que ses parpaings ont été réduits en poussière. Dès le début, l'État mesure la dangerosité des émeutiers, dont il ne soupçonne même pas encore le degré d'organisation. Ali Benflis, Premier ministre de l'époque, prend une décision de gestion du conflit qui ne surprend pas : les émeutes sont réprimées à balle réelles, les services secrets (seul service public fonctionnel en Algérie comme le rappellera d'ailleurs cyniquement Jaime Semprun) sont envoyés pour infiltrer, kidnapper et massacrer dans la bonne vieille tradition de la bureaucratie du FLN, hydre formée par les pratiques du colonisateur et du KGB.

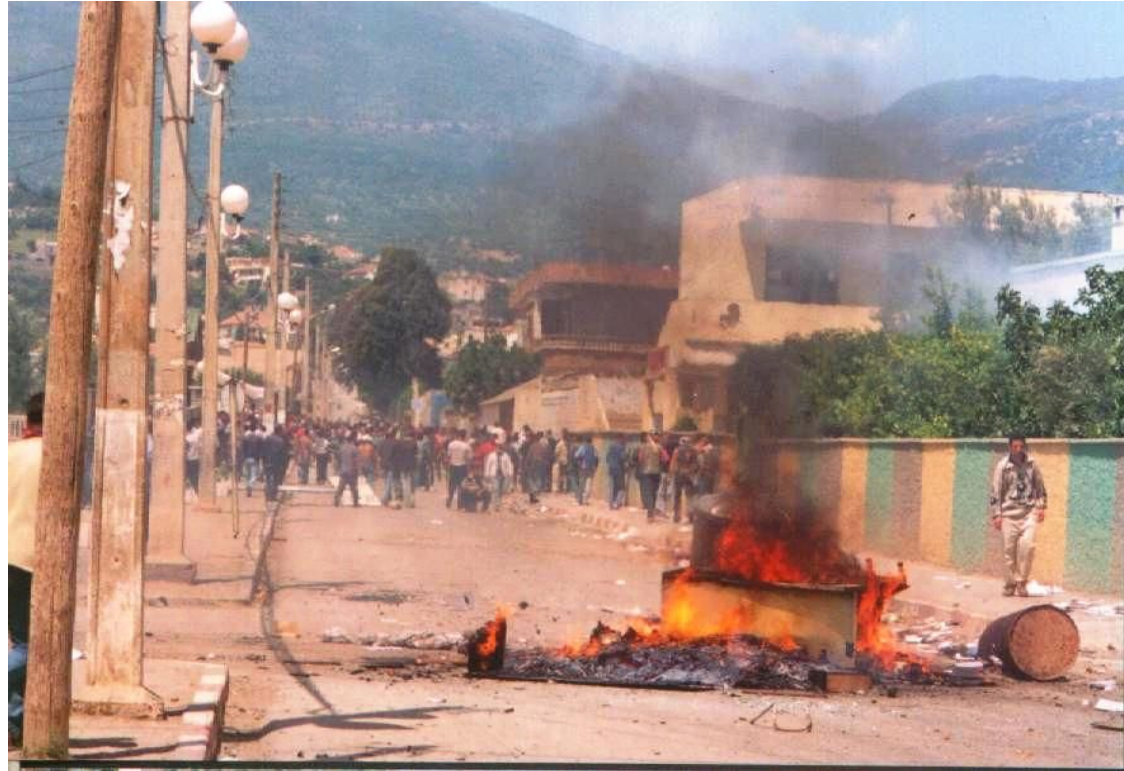
L'action des assemblées s'est donc autant concentrée sur l'organisation de marches historiques et nationales, actant une reprise en mains de la rue sur l'armée et les gendarmes, que sur sa propre élaboration politique hors des sentiers battus du mouvement social legaliste : les sièges de partis furent systématiquement incendiés dès le début de l'insurrection, au même titre que les commissariats et autres centres administratifs, quel que soit leur degré de collaboration avec le pouvoir d'Alger.

« Journalistes, sociologues et autres complices du pouvoir évoquent régulièrement des causes qui légitimeraient ce qui est désigné comme une véritable « culture de l'émeute » – comme si l'émeute n'était pas fondamentalement ennemie de la culture. Entre autres raisons avancées par les prétendus experts de nos vies : l'urbanisation poussive et radicale du pays (30% en 1960, 80% aujourd'hui), suite à la réforme agraire des seventies – et puis, bien entendu, le célèbre « chômage des jeunes » (estimé à 60% chez ces fameux moins-de-trente-ans, qui représentent plus de 60% des quelque 35 millions d'Algériens). Pourtant, il en faut peu pour se rendre compte que certes, jeunesse et fougue restent souvent synonymes, mais le nombre de barricades de pneus enflammés à la moindre défaillance de l'approvisionnement en électricité ou la tournure que prend telle ou telle grève nous confirme que c'est bien l'ensemble d'une population qui d'une part n'en peut plus (évidemment, plus personne n'en peut, de ce monde), d'autre part le fait bruyamment entendre à qui prétend nous gouverner. Hé oui, tant de haine ne s'explique jamais vraiment, et en tout cas n'est jamais récupérable (le consensus maintient sur la guerre sociale la chape de plomb de la « révolution » (sic) de 1962 contre l'État français colonisateur et de la menace du terrorisme islamiste). Par contre, le besoin de vengeance contre chaque expression de hogra est un stimulant profond, et tellement rassembleur, contre toute forme de pouvoir.

Pourtant, ne nous méprenons pas : au quotidien, l'air du temps n'est pas vraiment insurrectionnel, mais plutôt tout de colère rentrée, voire d'une lassitude assez désespérée – dans la rue et les cafés (espaces des plus masculins) se murmure surtout l'envie de se casser de ce pays merdique. L'ambiance est également plombée par les innombrables barrages de flics et de militaires, tous les 200 mètres en ville, tous les deux kilomètres en

cambrousse, mitraillettes et sacs de sable compris. Même en Kabylie où les gendarmes, après en avoir été chassés en 2001, sont revenus, au bout de quelques années, dans le cadre du programme d'éradication des derniers maquis jihadistes localisés dans le coin. Il est d'ailleurs vrai que la recrudescence des attentats, toujours sanglants, attribués aux barbus radicaux, marque aussi le paysage et l'humeur générale. La « sale guerre » n'a jamais cessé. Évidemment. »

Anonyme, 2009, « Bref aperçu sur de vives flammes algériennes », (disponible sur infokiosques)



Crédit photo : Hakim Djerroud

De l'État colonial à la bureaucratie d'État du FLN, c'est l'État qui reste le problème de sa population

La présence de l'État est synonyme de néant en Algérie, comme dans tous les pays asservis où il règne en article d'exportation de la politique bourgeoise des pays impérialistes. Partout, à chaque moment, tout Algérien apprend à visualiser son vide : la hogra signe son action, et c'est dans l'antagonisme absolu que les interactions sociales et politiques avec l'État sont vécues dans leur intégralité. La hogra signe la séparation absolue des intérêts du peuple avec ceux de l'État ; l'arbitraire ne l'est pas forcément, c'est simplement la compréhension qu'on peut avoir, depuis une position d'opprimé, sur l'antagonisme dans lequel il vit.

L'incompréhension qu'a suscité 2001 au sein de la gauche française s'explique sans doute par l'incapacité de celle-ci à visualiser une lutte politique *concrète* fondée sur une critique *générale* et radicalement *négative* de l'État et de l'ambiance d'une société. Une lutte sans concession, qui trouve dans la destruction des nuisances et de l'État qui les coordonne une base pour une politique révolutionnaire, reste particulièrement opaque pour un militant d'une démocratie marchande qui célèbre la gestion low-cost de son existence par l'État, à grands coups de slogans sur la beauté du service public et la « solidarité » qu'il suggère, faute d'en connaître le principe (comme si une solidarité pouvait être monnayée et fondée sur une inconscience générale dans ses suites ou dans la représentation abstraite et morale de celles-ci). Rien n'est plus difficile à comprendre et, par conséquent, plus facile à critiquer ou à rationaliser à sa sauce, une situation insurrectionnelle où ses acteurs sont clairs avec eux-mêmes, et où aucun aspect du détestable ne prévaut sur un autre. Les Algériens vomissent leur vie toute entière : en 1963, en 1980, en 1988, puis en 2001.



Crédit : Hakim Djerroud

le pouvoir d'Alger n'efface pas leur complaisance tout aussi factuelle avec toutes les manifestations politiques et historiques du patriarcat constitutif de tout pouvoir, étatique ou non, qui entend prospérer sur l'aliénation et l'exploitation de pans entiers de sa population.

Le patriarcat kabyle a ainsi contribué à fragiliser la logique horizontale en elle-même.

Retenons quelques dates clefs de démonstration de force et d'organisation populaire contre l'action toujours plus désorganisée des forces de police et de l'armée :

12 avril 2001 : Trois collégiens sont enlevés par les forces de sécurité à Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, alors qu'ils revenaient d'une séance de sport.

18 avril : Le jeune Massinissa Guermah, un lycéen de Béni Douala (région des Aïth Irathen en Grande-Kabylie), est assassiné par balles par des gendarmes. Le conseil du village exige vengeance contre les gendarmes. Le ras-le-bol est immense, et la riposte commence à s'organiser. La Kabylie s'embrase au cri de « Gendarmerie dehors », les casernes sont prises pour cibles.

21 avril : Attaque d'un siège de la préfecture à Tebessa. Deux ministres étaient à l'intérieur.

23, 24, 25 avril : Des émeutes éclatent dans l'est algérien en Kabylie (Béni Douala, Tizi-Ouzou), puis à Khenchela dans les Aurès. Incendies de commissariat, assauts sur les casernes obligeant les gendarmes à se replier à l'intérieur, incendies de banques, du siège des impôts, des centres de sécurité sociale ; toutes les manifestations matérielles du pouvoir de l'État sont indifféremment attaquées par les manifestants. Le palais de justice aux Ouacifs, qui venait à peine de sortir de terre, est incendié pour freiner l'action de la justice algérienne. Les slogans sont les éléments de langage qui traduisent le mieux, au-delà des discours officiels, le sentiment des émeutiers qui endossent la radicalité de leur lutte sans appareils : « Un Kabyle est un Kabyle, ses ennemis sont les gendarmes » ou encore « Ulac smah ulac » (« Pas de pardon »).



Manifestation vers Alger. Le mot d'ordre du mouvement en cours de consolidation est donné : « Pas de dialogue avec le pouvoir assassin ». Crédit : Hakim Djerroud.

18 mai : Les délégués de villages issus de la région de Illoulen Oumalou se réunissent pour la première fois depuis le début des émeutes et mettent en place une première plate-forme de revendications pour fédérer l'ensemble du mouvement. L'auto-organisation prévaut déjà sur tous les autres modes de réunion et de décisions : les émeutes ont donné le ton ; toute organisation se présentant comme un relais est suspecte de collaboration avec le pouvoir, et est coupable de dénaturer la lutte contre la présence de l'État en Kabylie.

24 mai : Manifestation gigantesque des femmes. Si elles ont été globalement absentes des comités, leur organisation spontanée tient principalement au fait qu'elles sont les plus lésées par le système et l'État. Le patriarcat est constitutif de la hogra. Elles manifestent contre le code de la famille, série de lois qui s'appliquent exclusivement aux femmes et entend régir leurs mœurs, le chômage, la vie de merde somme toute. Leur expérience de la hogra est plus intense que celle des hommes : leur classe a été visée par la barbarie de l'État et par celle des groupes intégristes assoiffés de sang comme le GIA – elles sont leurs principales cibles et sont assassinées à tour de bras dans les villes et dans les campagnes ; dans les bus, à la sortie des universités et des lycées ; au travail aussi et jusque chez elles.

27 mai : Un millier de personnes convergent pour l'enterrement d'un enfant de 13 ans tué par les forces de l'ordre dans une manifestation.



Femmes kabyles en prise avec des forces de police, auteur.e inconnu.e

11 juin : Rédaction de la plate-forme d'El-Kseur, au cœur de la vallée de la Soummam. Malgré son aspect réformiste, ses rédacteurs, issus des différentes coordinations de comités villageois, exigeaient ni plus ni moins le retrait sans délai des forces de gendarmerie de toutes les communes de Kabylie où ils entendaient exercer leur pouvoir. Elle revendiquait également le

Dès la fondation des premiers comités, la gauche parlementaire représentée dans les partis de « l'opposition » prouva une fois de plus qu'elle était incapable de comprendre une logique réellement démocratique. Comme le colonisateur avant elle (et à qui il fallut presque 30 ans pour soumettre durablement la Kabylie à son autorité), qui voyait dans les organisations villageoises démocratiques comme autant de « petites républiques » possiblement vassales de la sienne. Les commentateurs de gauche, algériens ou français, en critiquant la radicalité des émeutiers, préférèrent à cet « archaïsme démocratique » la farce du parlementarisme militaire algérien. Toute critique des assemblées et du pouvoir horizontal fut (et est toujours à la lumière de nouvelles expériences de ce type à travers le monde) l'aveu d'un ralliement à l'ordre établi. Leur simple possibilité dans un tel contexte de désagrégation sociale avancée force le respect.

La tentation du pouvoir viril au sein des comités

La marche des femmes, le 24 mai, a sans conteste constitué l'un des moments charniers du mouvement des assemblées. En chassant de cette marche toutes les représentantes FLN venues manifester un soutien plus que mal venu (notamment Khalida Messaoudi, sortante du RCD et déjà réengagée dans les magouilles bouteflikiennes), les insurgées firent montre de leur attachement à un anti-dialoguisme radical et à une insurrection sans concession. Leur évincement systématique des comités reposa sur l'application d'une logique patriarcale se surajoutant, grossièrement comme toujours dans ces cas-là, à leur politique interne. Dès les premiers matins émeutiers d'avril, les femmes rejoignirent massivement le mouvement, et se joignirent surtout à la conquête de la rue, usurpée par les diverses manifestations du pouvoir viril et ses divers représentants : flics, militaires mais aussi pères, frères, parfaits inconnus tous dépositaires de l'ordre patriarcal récemment redoré par les nombreuses augmentations du code de la famille après la déliquescence du FIS.

Le premier coup porté à l'horizontalité radicale et sa première fragilisation releva donc avec certitude de cet évincement viriliste, et il émane des insurgés eux-mêmes. En chassant et en privant les femmes de ces lieux de décision horizontaux, ils en limitèrent tout seul la portée : ils ne deviendraient jamais les architectes d'un changement immédiat de régime de vie en privant la moitié de la population des villages et quartiers qu'ils entendaient régir d'un pouvoir de décision et de transformation d'une situation qui les aliène, les exploitent et les tuent (à petit feu ou à coup de kalashnikov). Encore une fois, des exploiters privaient des opprimées d'un pouvoir de transformation et d'organisation, ce qui revenait à le leur confisquer.

C'est dans le choix de perpétuation de la non mixité patriarcale par les comités de quartier et de villages que la perspective d'une démocratie directe et totale s'est perdue dans les facilités structurelles du système tribal. Ce système n'est enviable dans aucune forme de révolution, et s'il peut suggérer une méfiance forcément bénéfique vis-à-vis du pouvoir centralisé, il s'enlise dans ses propres contradictions dès lors qu'il s'agit de couper de l'exercice du pouvoir la moitié de la population des villages kabyles, à savoir les femmes. Le patriarcat a été l'architecte des premières limites d'un mouvement populaire prometteur pour l'autogestion généralisée.

L'absence de maturation révolutionnaire des comités de base de l'époque repose donc inaliénablement sur leur perpétuation du patriarcat comme politique intérieure, là où absolument tout exigeait son annihilation pour passer à un mode politique et organisationnel supérieur au système tribal largement surpassé (et surpassable) par le pouvoir centralisé. Le virilisme patriarcal est donc un aspect structurel de la déliquescence des comités de base et une des raisons profondes de leur destruction après 2002. Leur absence de connivence de fait avec

daira (circonscriptions administratives algériennes adoptées après l'indépendance et déjà utilisées pendant la guerre d'indépendance par les maquisards pour se répartir le territoire).

L'État français, en diffusant par divers procédés violents la propriété privée (à coups d'expropriations punitives, de décrets et de campagnes militaires), a immédiatement entrepris l'éradication du système tribal à partir de 1858. Le contrôle de la Kabylie s'est appuyé sur le remaniement de l'organisation sociale et politique pré-existante : on crée des médiateurs en tout genre, des caïds (propriétaires de terres et indicateurs au sein des villages) pour faire le relais avec l'administration coloniale ; on remplace les tribus et les collectivités existantes par de nouvelles unités territoriales, les douars, complètement soumises à l'autorité de l'État. Mais la tajmaat (assemblée villageoise) ne cesse jamais réellement d'exister : son pouvoir est indépendant, imperméable à l'autorité coloniale. Les assemblées constituent tout au long de la période coloniale des espaces de contre-pouvoir, encore aujourd'hui largement sous-estimés. Les assemblées villageoises kabyles font prévaloir le règlement des problèmes de la communauté en interne : se remettre aux autorités coloniales et à sa justice constitue une faute grave, passible d'une amende et d'une expulsion du village.

Les assemblées villageoises n'ont donc jamais cessé d'exister depuis la disparition forcée du système tribal sur lequel une partie de leur pouvoir reposait. Bien après 1962, elles continuent d'organiser la vie locale, mais aussi de maintenir les liens avec les membres de la diaspora ayant migré en France. Elles prennent alors la forme d'association de village, gèrent la répartition de la rente migratoire, les rapatriements, mais aussi le règlement des litiges entre villageois. S'en remettre à l'État, qu'il soit français ou algérien, est un déshonneur. En 2001, c'est la première fois que ce qu'on appelait couramment la tadjmaat⁸ est réinvestie dans une optique politique clairement insurrectionnelle, et qu'elle organise concrètement la lutte ouverte contre l'État depuis la colonisation.

Si la politique kabyle a pu à la sortie de la guerre d'indépendance adopter la forme du parti politique, notamment en 1963 avec la création du Front des forces socialistes de Ait Ahmed, les événements de la guerre civile changèrent radicalement la donne. Le système de la démocratie représentative est tout entier rejeté par le pouvoir des assemblées : le RCD s'est de toute façon corrompu en fournissant des députés au pouvoir central ; tandis que le FFS, comme le rappelle Semprun, s'est désavoué à la fin des années 90 en proposant d'organiser avec le gouvernement Bouteflika une « transition démocratique » en Algérie.

L'efficacité et la longévité du mouvement (de sa radicalité, surtout, puisque la lutte contre les gendarmes est restée un des objectifs principaux des comités) doivent tout à l'anatomie des comités. La liberté des discussions, qui figure comme principe organisationnel, est signataire de l'unité des actions, puisqu'aucune sphère de débat séparée n'est admise. L'anti-dialoguisme des premiers comités permit enfin cette coordination et cette cohérence dans le mouvement. Si certains délégués tentèrent très rapidement de s'improviser représentants du mouvement, les franges les plus radicales, qui dominaient de toute façon les débats, refusèrent de bout en bout la reddition du politique sur le légal et procéda à leur évincement. Le pouvoir des délégués mandatés était d'ailleurs strictement contrôlé : les coordinations régionales et interwilayas étaient formées par des membres élus des assemblées de villages et de quartiers. L'autonomie des coordinations était garantie par des principes auxquels les délégués devaient se soumettre : le refus de toute prise de poste au sein d'un parti politique, fût-il issu de l'opposition, et le rejet de toute dimension régionaliste du mouvement.

⁸ Assemblée du village à laquelle les hommes étaient conviés pour régler les litiges et planifier le calendrier agricole.

jugement par un « tribunal civil » de tous les fonctionnaires et agents de l'État en fonction ce qui, dans le cas spécifique d'un État militarisé, revenait à défaire de leur pouvoir tous les représentants et membres de l'institution étatique.

14 juin : L'appel à la grève général, lancé quelques jours plus tôt par les comités de Tizi-Ouzou et Béjaia, est largement suivi. L'appel est relayé par quelques syndicats, mais surtout par des travailleurs autonomes engagés dans le mouvement. L'UGTA et son antenne étudiante, en bons syndicats créés de toute pièce par le FLN, ne répondirent (bien évidemment) pas à l'appel. Au départ de Tizi-Ouzou et à l'initiative des comités villageois, 2 millions de manifestants marchent vers Alger. La manifestation avait été interdite par la préfecture de police et c'est en forçant les barrages des corps de sécurité que les marcheurs parviennent à entrer dans la capitale. La marche se poursuit en émeute gigantesque dans toute la ville : la gendarmerie déploie des agents en civil chargés de s'en prendre aux manifestants venus de Kabylie et de l'est du pays, voire de les exécuter. Des cas d'attaques à l'arme blanche, perpétrées par les Baltajias⁷ du pouvoir eurent lieu en marge et aux cœurs de affrontements.

En tout, les émeutes du printemps et de l'été firent 126 morts officiellement recensés, et un nombre incertain mais exorbitant de blessés et de mutilés à vie. Les comités recensèrent des centaines de blessés, sans doute plus. Les délégués des comités furent emprisonnés, notamment les organisateurs de la marche sur Alger, et la lutte pour leur libération inconditionnelle dépassa les effervescences de l'été et de l'automne.

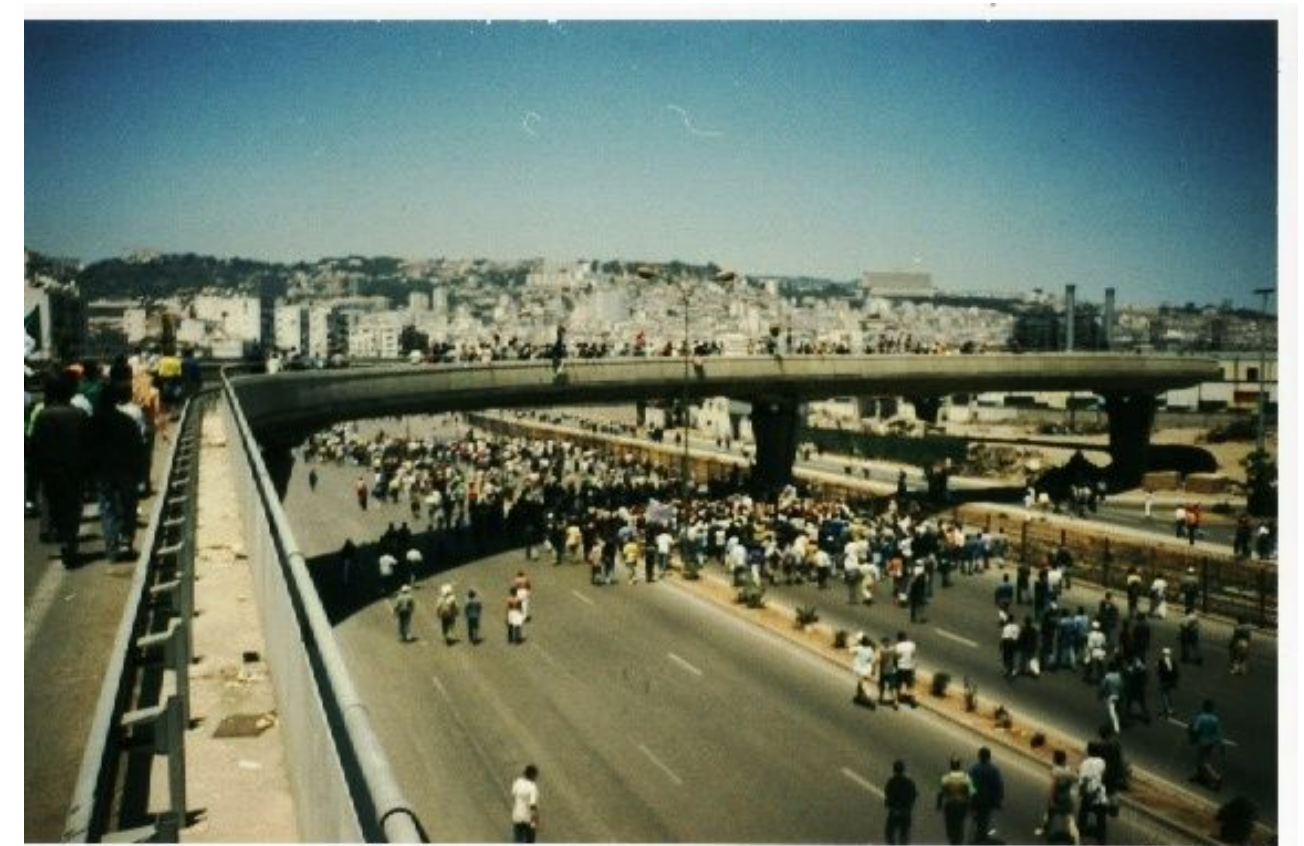


Photo prise lors de la marche du 14 juin sur Alger. Crédit : Hakim Djerroud

⁷ Des membres des forces de sécurité en civil, réputés être des assassins envoyés par le pouvoir pour intimider les manifestants.

25 juin : La Kabylie rend hommage, dans une grande manifestation, au chanteur Matoub Lounes, assassiné par l'action conjointe des services secrets et des forces de gendarmerie en 1998. Matoub était un chanteur du peuple et un militant de la cause berbère qui, du haut de son village de Grande-Kabylie, narguait l'État dans des textes incendiaires dans sa langue maternelle. Ce jour-là, les affrontements avec les forces de police ne se firent pas attendre, au cri de « Pouvoir assassin ».

26 juillet : À l'initiative des coordinations de délégués, la grève générale est de nouveau déclarée en Kabylie. Les militants et autres travailleurs en grève de la région organisent une marche, rythmée par des « Traîtres dehors ! Syndicats dehors ! »

Août : Le pouvoir cherche à s'immiscer dans les comités et utilisent certains militants modérés pour lancer l'idée d'une première négociation avec le pouvoir. Ces militants fantoches veulent profiter de la venue de Bouteflika en Kabylie, à l'occasion de la commémoration du congrès de la Soummam, pour lui remettre en mains propres la plateforme d'El-Kseur. Or, la manœuvre tombe à l'eau et renforce la détermination des comités à chasser « tout officiel » de Kabylie : le ministère de l'Intérieur ayant interdit que la manifestation du 20 août se rende à Alger, les aârchs décident d'affirmer l'autonomie de leur région en interdisant l'accès de la vallée de la Soummam aux ministres. À cette époque, l'autorité du préfet est complètement défaite en Kabylie, et les walis ont fui la région vers la capitale. Les ministres ou tout membre du gouvernement qui tentent de pénétrer la région pour réaffirmer le pouvoir de l'État connaissent le même sort que les forces de police et sont attaqués à coups de pierres.

20 avril 2002 : La Kabylie se soulève de nouveau pour marquer le premier anniversaire du Printemps Noir.

Boycott des élections de mai et octobre 2002 : Les bureaux de vote sont bloqués dans toute la Kabylie. « Ulac Ivot » (« On ne votera jamais ») est le slogan principal des manifestants qui poursuivent les objectifs du printemps noir. Les forces de gendarmerie sont systématiquement mises à mal en Kabylie, et ce depuis plus d'un an. Aucun retour au calme possible. La cohérence du mouvement des assemblées se révèle encore dans une inflexibilité radicale : l'ennemi est non seulement l'État, mais aussi toutes formes de représentativité et, donc, par extension, la démocratie bourgeoise sous toutes ses formes, mêmes fonctionnelles.

L'organisation interne et externe des comités : primauté de l'intérieur sur l'extérieur, du civil sur le militaire, du peuple sur toute la société

Dans tout pays qui fait de l'inexistence de l'action de l'État un motif permanent de désordre populaire et de refondation politique, il est globalement admis que son impuissance le révèle en poids mort faisant peser l'existence d'une classe occupée à sa conservation sur l'ensemble des couches populaires. Un simple regard sur l'histoire des anciennes colonies françaises suffit pour comprendre qu'il n'y a jamais eu d'État qu'une pâle projection bon marché d'institutions déjà dysfonctionnelles en métropole. L'État contrefait est tout aussi nocif pour sa population que l'État fonctionnel. La principale différence, c'est que l'arbitraire se manifeste au premier degré en l'absence de médiation administrative et institutionnelle convaincante. L'arbitraire, c'est l'imprévisibilité de l'État qui le révèle comme force autonome et séparée de la société. L'arbitraire est la juste description de l'action réelle d'un État face auquel on n'a pas les moyens ni même le réservoir suffisant de représentations pour enchanter le geste, et encore moins le justifier. La hogra est une réalité politique que le peuple veut bien reconnaître sans entourloupes et sans croyances.

En Algérie, tout le système politique et social est une contrefaçon de ce à quoi il est censé ressembler : l'école de la république populaire balbutie dans une langue bâtarde de français, d'arabe littéraire et de darija ; ses enfants sont exclus du baccalauréat, ajourné au moindre remous politique, annulé pour cause de fuite des sujets, reporté puis finalement remanié pour devenir trop difficile pour les gamins qui ont fait l'école publique. Tout le système éducatif est une vaste entreprise de justification du chômage de masse, mais aussi de l'acculturation culpabilisée à tout-va sans que jamais ses causes ne soient traitées avec honnêteté.

La militarisation du pays et le renforcement des forces de police, amorcées dès les émeutes de 1988 et qui se poursuivront bien au-delà du mouvement de 2001, concourent autant que les initiatives populaires et les barricades à faire qu'aucun conflit de basse intensité ne puisse jamais subsister en Algérie. La généralisation du salariat fut amorcée dans la séquence précédant 2001, avec la vague de privatisation des années 80. Cette entrée fracassante dans le néo-libéralisme a simplement permis que succède aux politiques d'intégration pseudo socialiste des Algériens au capitalisme mondialisé les premiers temps d'une marginalisation épaisse et tenace de franges toujours plus importantes du prolétariat algérien, évoluant en marge du travail et de toute « sécurité » de la vie. Les villages survivent alors (et toujours) sur la rente migratoire et sur l'activité informelle en pleine détérioration de l'agriculture. Toutes les bases sociales continuèrent d'être sapées : les politiques d'uniformisation culturelle mises en œuvre par le gouvernement Boumédiène avaient de toute façon déjà révélé le mépris de la classe politique nouvellement constituée pour les franges paysannes kabyles et chaouis qui furent pourtant les plus investies (et les plus meurtries) dans la résistance au colonisateur. Comme la bureaucratie coloniale avant elle, la nouvelle bourgeoisie d'État entendait créer les conditions d'une mise à disposition du peuple à ses intérêts en lui intimant une nouvelle conduite à suivre. Rien ne doit dépasser.

Les comités villageois et les coordinations (les aârch donc) obéissent à des principes de démocratie directe : liberté des débats à la base, élection de délégués révocables à tout moment, envoyés pour faciliter la coordination entre différents comités au sein d'une même wilaya ou